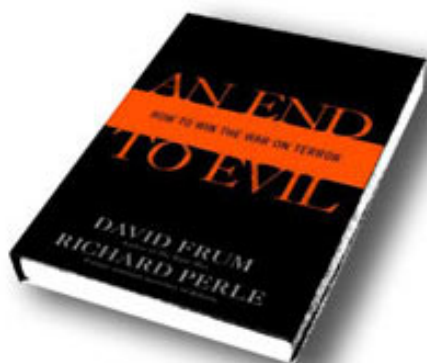


MEILLEURS VOEUX DE LA MAISON-BLANCHE ET DU PENTAGONE

Le programme des faucons pour 2004



Dans un ouvrage à paraître le 5 janvier, David Frum et Richard Perle exposent un plan d'action « pour gagner la guerre au terrorisme ». Ces deux personnalités influentes des cercles dirigeants de Washington expriment officiellement dans leur livre « An End to Evil » les projets du vice-président Richard Cheney et du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld : saboter l'ONU, combattre la France et l'Arabie saoudite, attaquer sans attendre l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord.

page 2

Les adversaires des néo-conservateurs accusés d'antisémitisme

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

L'éditorialiste Joel Mowbray attaque le général Anthony Zinni, ancien commandant en chef du Central Command, qui a mis en cause l'influence démesurée des néo-conservateurs sur le tandem Bush-Cheney. Cet article illustre le degré d'intolérance à Washington où toute critique de la politique actuelle est taxée au choix d'antisémitisme ou de conspirationnisme.

page 5

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ **Benjamin Netanyahu renonce à la rotation au poste de Premier ministre avec Ariel Sharon**

■ **La venue de James Baker au Proche-Orient irrite la diplomatie israélienne**

■ **Le président syrien évoque l'actualité du Proche-Orient avec le ministre des Affaires étrangères iranien**

■ **Le vice-président syrien met en garde contre toute mesure politique pouvant nuire à l'unité de l'Irak**

■ **Les relations diplomatiques entre l'Iran et les États-Unis se décrispent**

■ **Selon les services de renseignement militaires israéliens, la Syrie persiste à soutenir le terrorisme, mais souhaite relancer le dialogue avec Israël**

page 13



MADELEINE ALBRIGHT LAISSE ENTENDRE QUE BEN LADEN EST DÉJÀ CAPTURÉ

Le président Bush a souhaité, le 16 décembre 2003, qu'Oussama Ben Laden soit, comme Saddam Hussein, rapidement arrêté. Le lendemain, commentant ces propos, le représentant démocrate Jim McDermott a déclaré qu'en réalité Ben Laden n'est pas en fuite et que le candidat Bush annoncerait sa capture à la veille de l'élection présidentielle. Reprenant à son compte cette analyse, l'ancienne secrétaire d'État Madeleine Albright a affirmé à des journalistes de Fox News que Bush détient déjà Oussama Ben Laden et prépare un coup tordu sur le modèle d'October Surprise (les négociations secrètes de Reagan avec l'Iran). Accusée d'avoir rejoint le camp des « conspirationnistes », Mme Albright a finalement prétendu avoir plaisanté. Jim McDermott, quant à lui, a maintenu ses assertions.

LE FIL DIPLOMATIQUE ■ Déclaration de Nicolas Sarkozy aux côtés de cheik Mohamed Sayed Tantawi

page 19

Meilleurs vœux de la Maison-Blanche et du Pentagone

Le programme des faucons pour 2004

Dans un ouvrage à paraître le 5 janvier, David Frum et Richard Perle exposent un plan d'action « pour gagner la guerre au terrorisme ». Ces deux personnalités influentes des cercles dirigeants de Washington expriment officieusement dans leur livre « *An End to Evil* » les projets du vice-président Richard Cheney et du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld : saboter l'ONU, combattre la France et l'Arabie saoudite, attaquer sans attendre l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord.



David Frum et Richard Perle proposent un plan d'action « pour gagner la guerre au terrorisme » (*An End to Evil : Strategies For Victory in the War on Terror*), dans un ouvrage qui sera mis en vente le 5 janvier 2004.

David Frum est l'ancien rédacteur des discours de George W. Bush. Il a quitté Washington peu avant l'attaque contre l'Irak et s'est installé à Londres. Il y a servi d'intermédiaire entre la Maison-Blanche et Downing Street tout en écrivant une hagiographie du président Bush : *The Right Man*.

Surnommé par ses amis le « prince des ténèbres », Richard Perle, quant à lui, ancien conseiller d'Alija Izetbegovic et de Benjamin Netanyahu, est une des personnalités les plus influentes de Washington. Proche de Donald Rumsfeld, il préside le Conseil consultatif de défense du Pentagone, fonction dont il avait provisoirement démissionné lors de sa mise en cause pour trafic d'influence. Il est notamment analyste à l'*Institute for Advanced Strategic & Political Studies*

(IASPS) ; administrateur du Center for Security Policy, de la **Foundation for the Defense of Democracies**, du Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA) du **Hudson Institute**, du **Washington Institute for Near East Policy** (WINEP). Il est aussi directeur du *Jerusalem Post* (quotidien du groupe Hollinger d'Henry Kissinger récemment renfloué par le **Carlyle Group**) et membre du **cabinet de relations publiques pro-Israélien Benador Associates**.



David Frum

Perle et Frum sont tous deux salariés de l'**American Enterprise Institute**, un think tank reaganien animé par Lyne Cheney, épouse du vice-président des États-Unis. Bref, au regard de leurs carrières et fonctions, Perle et Frum sont les porte-parole officiels des différents groupes de faucons et les adversaires déclarés des milieux d'affaires pro-globalisation et du secrétaire d'État, Colin L. Powell.

Leur livre, intitulé *La Fin du Mal : comment gagner la guerre au terrorisme*, n'est pas encore disponible, mais ils en ont aimablement adressé un résumé à divers relais d'opinion. Le titre est évidemment une reprise de la célèbre formule, « Axe du Mal », inventée par David Frum pour George W. Bush à partir des expressions « Axe Rome-Berlin » (le camp du fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale) et « Empire du Mal » (l'URSS communiste dénoncée par Ronald Reagan).

Il est probable que le résumé de l'ouvrage laisse de côté des passages importants, mais il pointe ce que les auteurs souhaitent que l'on en retienne. Perle et Frum dénoncent en premier lieu les menaces qui pèsent, selon eux, sur les États-Unis : le terrorisme islamiste financé par l'Arabie saoudite, les armes nucléaires nord-coréennes, le militarisme chinois. Puis ils s'en prennent aux faiblesses de leur pays : l'opposition des officiers supérieurs à la réforme des forces armées voulue par Rumsfeld, le naufrage des agences de renseignement dans la bureaucratie la moins efficace, et les liens de certains diplomates avec des États étrangers. Cette dernière critique vise le général Colin Powell accusé d'être corrompu par la famille royale saoudienne et ne manque pas d'audace quand on connaît les attaches financières de Richard Perle en Israël.

Frum et Perle poursuivent en stigmatisant le Conseil de sécurité de l'ONU où quatre puissances aujourd'hui de second rang (la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et la France) prétendent encadrer la politique des États-Unis, voire y opposer leur veto. Ils préconisent donc de se désengager des Nations Unies.

Puis, ils s'en prennent à la France et à l'Arabie saoudite. Paris est accusé à juste titre de vouloir relativiser la puissance des États-Unis. C'est pourquoi il faut désormais considérer la France comme « un adversaire » et **faire exploser l'Union européenne**. « Nous devons donc forcer les gouvernements européens à choisir entre Paris et Washington », écrivent-ils. Pour arrimer Londres à Washington, il faut accepter d'ouvrir le marché états-unien aux armements britanniques. Riyad est accusé de financer Al Qaeda et d'être ainsi impliqué dans les attentats du 11 septembre. Comme ils n'ont aucune preuve pour étayer leurs imputations, Frum et Perle implorent le président Bush de « révéler la

vérité sur les Saoudiens ». Ceux-ci tenteraient d'exporter la terreur par le biais d'organisations musulmanes jusqu'en Europe et aux États-Unis.



Richard Perle

Le programme d'éradication du « Mal » de MM. Perle et Frum passe ensuite par des opérations militaires contre l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord. Il faut cesser les négociations actuelles avec le régime des mollahs, qui utilise son influence sur les chiites irakiens et son adhésion au Protocole additionnel du Traité de non-prolifération nucléaire pour gagner du temps, et le renverser maintenant. Puis, il convient de renverser Bashar El-Asad en Syrie en coupant son approvisionnement énergétique depuis l'Irak, son approvisionnement en armes depuis l'Iran, et en multipliant les incursions contre les groupes palestiniens qu'il abrite, comme Israël l'a fait récemment. Enfin, les auteurs préconisent de faire monter la tension avec la Corée du Nord afin d'obliger les Chinois à remplacer leur marionnette Kim Jong-Il. Pour cela, les États-Unis doivent exiger le désarmement immédiat de la Corée du Nord, puis prétexter du refus de Pyonyang pour installer un blocus de type anti-cubain, voire pénétrer militairement sur le territoire nord-coréen depuis la ligne de démarcation.

L'ouvrage a été remis la semaine dernière au président George W. Bush par les auteurs. Il traduit explicitement la pensée stratégique du vice-président Dick Cheney et du secrétaire à la défense Donald Rumsfeld. La paix internationale est désormais menacée par des dirigeants de la première puissance mondiale.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France. Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

Voltaire est publié 200 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro par AlloPass :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.

Les adversaires des néo-conservateurs accusés d'antisémitisme

Analyse

Le secrétaire d'État Colin L. Powell a pris prétexte de la nouvelle année pour présenter aux États-Unis son programme de politique étrangère dans le *New York Times*. Après le satisfecit d'usage pour l'année passé, il égrène les actions qu'il compte mener en 2004. Cette tribune a été adaptée à divers publics et reproduite une fois modifiée dans de grands quotidiens internationaux. Cependant ce plaidoyer doit être lu en regard du livre à paraître sur le même sujet de David Frum et Richard Perle dans lequel les deux néo-conservateurs éreintent le secrétaire d'État qu'ils accusent de collusion personnelle avec l'Arabie saoudite et de pacifisme angélique. La « ligne Powell » consiste avant tout à étendre les zones de libre-échange (notamment au Moyen-Orient) et à éviter tout affrontement militaire direct avec qui que ce soit (notamment l'Iran et la Corée du Nord). Elle implique donc une certaine dose de multilatéralisme que les néo-conservateurs assimilent à de la faiblesse. En publiant une version de sa tribune dans *Le Figaro*, le secrétaire d'État espère prévenir l'effet désastreux du livre de Frum et Perle qui désigne explicitement la France comme un « adversaire » (lire [notre article](#)).

L'éditorialiste Joel Mowbray publie une attaque en règle du général Anthony Zinni dans la *National Review*. Zinni, dit « le parrain », ancien commandant en chef du Central Command, a en effet mis en cause l'influence démesurée des néo-conservateurs sur le tandem Bush-Cheney. En conséquence de quoi, il se voit aujourd'hui accusé d'antisémitisme au motif que la presque totalité des néo-conservateurs est juive. Cet article, qui fait grand bruit dans le landerneau militaire, illustre le degré d'intolérance à Washington où toute critique de la

politique actuelle est taxée au choix d'antisémitisme ou de conspirationnisme. Plus profondément, ce qui est en question ici, c'est la responsabilité des néo-conservateurs dans le déclenchement de l'inutile guerre contre l'Irak et leur volonté d'étendre les hostilités en Iran et en Syrie. Il importe de remarquer que le point de vue du général Zinni est publiquement partagé par une cohorte de gradés prestigieux comme les généraux Merrill A. McPeak, John J. Sheehan ou Norman Schwarzkopf.

L'accord négocié en secret par Jack Straw et Colin Powell avec Mouamar El-Khadafi aux termes duquel la Libye est réintégrée dans le concert des nations est un sujet d'irritation de plus pour les faucons de Washington [1]. Il aura donc suffi que Tripoli indemnise les familles de victimes de l'attentat de Lockerbie et s'engage à détruire les armes de destruction massive qu'il ne possède pas pour que Khadafi passe du statut de terroriste à celui de partenaire. peut-être aussi qu'il achète des chasseurs *Typhoon* à British Aerospace. C'est trop facile dénonce Mohammed Buisier de l'American-Libyan Freedom Alliance dans le *Washington Post*. Peu importe, commente Arnaud de Borchgrave, dans le *Washington Times*, cela prouve que les exemples de l'Afghanistan et de l'Irak permettent de faire pression sur d'autres États terroristes.

Zan Anjaparidze et Peter Rutland analysent dans l'*International Herald Tribune* la « révolution des roses » en Géorgie. Ils y voient une intervention états-unienne et s'en félicitent. Mais ils mettent en garde contre la stratégie de Donald Rumsfeld, qui souhaite en profiter pour éliminer toute présence russe en Géorgie, dans la mesure où la proximité avec la Tchétchénie se révélerait explosive.

Ayad Allawi, membre du Conseil de gouvernement irakien, plaide dans le *Washington Post* pour que le procès de Saddam Hussein soit l'occasion de réviser la politique de déba'asification de L. Paul Bremer. Le licenciement de tous les fonctionnaires ba'asistes par le légat états-unien a touché indistinctement les suppôts de Saddam Hussein et ceux qui avaient adhéré au Ba'as pour trouver un emploi. Il faut établir cette distinction pour pouvoir reconstituer une administration et gouverner le pays.

Enfin, l'ancien inspecteur de l'ONU, Scott Ritter, revient dans *The Independent* sur la « farce » des prétendues armes de destruction massive irakiennes. Il déplore que cette manipulation rende impossible aujourd'hui une réflexion sereine sur le désarmement. Aussi regrette-t-il que l'on place sur le même plan des accords de circonstance, comme ceux passés avec l'Iran et la Libye, avec des programmes de fond, comme ceux qui ont permis de désarmer l'Afrique du Sud et d'anciennes républiques de l'URSS.

[1] Sur la question du renoncement par la Libye aux armes de destruction massive, on consultera :

- ▶ Note de la Maison-Blanche (19 décembre 2003)
- ▶ Déclaration d'Igor S. Ivanov (20 décembre 2003)
- ▶ Déclaration de Dominique de Villepin (20 décembre 2003)
- ▶ Déclaration d'Abdoulahed Belkeziz (23 décembre 2003)
- ▶ Déclaration de Tony Blair (23 décembre 2003)
- ▶ Communiqué du Conseil de sécurité (23 décembre 2003)

Colin L. Powell



Colin L. Powell (Le valet de cœur du régime Bush) est secrétaire d'État des États-Unis. Il a été assistant aux affaires de Sécurité nationale du président Reagan (1987-1989) et chef d'état-major de l'armée états-unienne (1989-1993) sous la présidence de George Herbert Walker Bush.

« Ce que nous ferons en 2004 »

Source : New York Times

Référence : « What We Will Do in 2004 », par Colin L. Powell, *New York Times*, le 1er janvier 2004.

Ce texte, traduit en français sur le site du département d'État, est disponible sur le site du Réseau Voltaire : « Ce que nous ferons en 2004 ».

Par ailleurs, une variante adaptée pour le public français a été publiée dans *Le Figaro* le 3 janvier sous le titre « La vision américaine d'un monde meilleur ».

L'administration Bush prend elle aussi des résolutions pour l'année 2004 et nous nous engageons à continuer à utiliser la formidable puissance américaine au service de nos principes. Nous sommes résolu à développer la liberté dans le monde et tout particulièrement en Afghanistan, pays qui a aujourd'hui une constitution et avance rapidement vers l'économie de marché, et en Irak, qui va bientôt retrouver sa souveraineté et où nous allons ouvrir une ambassade. Ce faisant, nous allons poursuivre l'objectif défini par le président : faire du Moyen-Orient une région libre et démocratique en développant l'initiative de partenariat du Moyen-Orient et en soutenant le peuple iranien contre son régime oppressif. Nous allons aussi travailler à l'édification d'un Cuba libre et soutenir les jeunes démocraties partout dans le monde. Nous allons poursuivre nos efforts internationaux contre la prostitution, le travail forcé, l'enrôlement des enfants dans les armées et le sida et développer le Millenium Challenge Account pour aider les pays pauvres à accéder à la prospérité et à une meilleure gouvernance.

La prospérité ne peut pas survenir sans la sécurité et nous allons poursuivre notre engagement dans ce domaine. Les Américains sont plus en sécurité aujourd'hui que l'année dernière et si Al Qaïda reste une menace, elle est affaiblie. L'Iran est en train d'ouvrir son programme nucléaire aux inspections et la Libye a abandonné son programme de développement d'armes de destruction massive grâce à l'action des États-Unis et du Royaume-Uni. Dans notre propre hémisphère, les narcotrafiquants et les terroristes sont également sur la défensive grâce à l'aide des États-Unis au gouvernement colombien. Nous restons également engagé dans les processus de paix au Soudan, au Libéria et en Irlande du Nord car nous pensons que la prospérité, la sécurité et la paix ne sont pas séparables.

Joel Mowbray



Joel Mowbray est reporter au National Review.

« Général Zinni, quelle ânerie ! »

Source : Townhall.Com

Référence : « General Zinni, what a Ninny », par Joel Mowbray, *Townhall.Com*, le 31 décembre 2003.

La semaine dernière le général **Anthony Zinni** a affirmé que la Guerre en Irak était la faute des juifs. Pour Zinni, ce n'est pas la faute de **George W. Bush**, **Dick Cheney** ou de son vieil ami **Colin Powell** mais des juifs. Il n'utilise pas, techniquement, le terme « juif », mais celui de « néo-conservateurs », un terme désormais utilisé pour désigner les juifs dans l'administration Bush. Comme les « néo-conservateurs » ne contrôlent ni le **département d'État**, ni le **département de la Défense**, ni le **National Security Council** et que la **Maison Blanche** n'est pas dirigée par des juifs, il prétend, dans des termes rappelant ceux de l'ancien Premier ministre malais qui avait affirmé que les juifs dirigeaient le monde par procuration, que Bush et Cheney ont été « capturés » par les néo-conservateurs.

Même dans l'hypothèse ou le général Zinni ignorerait que « néo-conservateurs » est devenu un code pour désigner les juifs, son arguments ne vaudrait rien car ni Bush, ni Cheney , n'avaient besoin de qui que ce soit pour s'apercevoir que Saddam Hussein était mauvais et qu'il fallait libérer le monde de sa tyrannie. C'est une honte de voir un homme qui a servi si honorablement son pays pendant trois décennie ternir son héritage avec des idioties.

Mohammed Buisier

Mohammed Buisier est responsable de la communication et des relations publiques de l'American Libyan Freedom Alliance.

« Pas les « Affaires comme d'habitude » avec la Libye »

Source : Washington Post

Référence : « No 'Business as Usual' With Libya », par Mohammed Buisier, *Washington Post*, le 29 décembre 2003.

L'annonce faite par la Libye de sa volonté de démanteler son programme d'armes de destruction massive est un bonne nouvelle et il est normal que **George W. Bush** s'en félicite mais il faut encore toutefois que **Mouammar Kadhafi** prouve sa sincérité. En outre, son abandon d'un programme d'armement ne signifie pas qu'il va cesser de financer le terrorisme ou la subversion dans les pays africains et arabes. Il faut également garder en mémoire que Kadhafi espère que son action sur la question des armes de destruction massive lui permettra d'éviter de changer le fonctionnement interne du pays.

Les États-Unis manquent déjà de crédibilité chez les défenseurs des Droits de l'homme dans le monde arabe qui doutent de leur engagement en faveur de la liberté et de la démocratie. Les États-Unis ne doivent pas laisser Kadhafi échapper au jugement de ses crimes contre les Libyens et les autres en abandonnant ses armes de destruction massive et en payant le prix du sang aux familles des victimes du vol 103 de la PanAm.

Il ne faut pas envoyer que des inspecteurs en désarmement, il faut aussi surveiller la question des Droits de l'homme.

Arnaud de Borchgrave



Arnaud de Borchgrave est directeur du *Washington Times* et de l'agence United Press International. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a été combattant volontaire dans différents conflits périphériques de la Guerre froide

« Le message secret de Kadhafi »

Source : *Washington Times*

Référence : « Gadhafi's secret message », par Arnaud de Borchgrave, *Washington Times*, le 2 janvier 2004.

Mouammar Kadhafi, inspiré par le panarabisme de Nasser, a pris le pouvoir en Libye en septembre 1969. Il a aussitôt imposé l'arabe comme seule langue officielle et, dans les vingt années qui ont suivi, il a interféré dans les affaires internes de 42 pays par le financement du terrorisme, la subversion ou l'agression militaire. Le président Sadate estimait qu'il était « fou à 100 % ». En 1986, il fut visé par un raid américain qui entraîna la mort de sa fille de trois ans en répression d'un attentat à la bombe dans une discothèque de Berlin qui avait causé la mort de deux soldats états-uniens. Il est aussi responsable de l'attentat contre le vol 103 de la PanAm qui fit 270 morts et dont il aurait eu lui-même l'idée.

Kadhafi avait fait de son pays un membre de facto du Pacte de Varsovie, mais depuis l'effondrement de l'URSS il est isolé. Après la chute de son héros, Saddam Hussein, il a décidé de tenter de retrouver une légitimité internationale et de mettre un terme à son programme d'armes de destruction massive. Il a également reconnu sa responsabilité dans l'attentat du vol 103, mais il continue d'affirmer qu'il n'a que sous-traité une demande de l'Iran et de la Syrie pour venger la destruction en vol d'un Airbus pacifique iranien par les États-Unis. Kadhafi affirme également travailler avec la CIA contre Al Qaïda, mais pas contre les « mouvements de libération contre le colonialisme israélien ». Kadhafi a bien compris que ce que les États-Unis ont fait en Irak et en Afghanistan, ils pourraient le faire en Libye.

Zaal Anjaparidze, Peter Rutland

Zaal Anjaparidze est directeur du Democracy Resources Development Center, Une ONG géorgienne.

Peter Rutland est professeur à la Wesleyan University dans le Connecticut, il est l'auteur de *The Politics of Economic Stagnation in the Soviet Union*.

« La Géorgie a une seconde chance, qui a peu de chance »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Georgia gets a second chance, at long odds », par Zaal Anjaparidze et Peter Rutland, *International Herald Tribune*, le 2 janvier 2004.

Il est important de défendre l'acquis de ce que les Géorgiens appellent leur « révolution des roses », le renversement d'Edouard Chevardnarze. En effet, les dirigeants autoritaires de la région regardent les évolutions du pays avec anxiété.

Il ne fait pas de doute que le président qui sera élu dimanche par les Géorgiens sera Mikhaïl Saakashvili, le candidat unique de l'opposition, donné largement favori par les sondages. Toutefois, dans les mois à venir, Saakashvili va perdre progressivement le soutien de dirigeants qui ne se sont associés avec lui que dans l'opposition à Edouard Chevardnarze et il sera également confronté aux groupes politiques dont les privilèges ont été menacés par la « révolution des roses » et qui sont prêts à recourir à la force pour les conserver.

La révolution n'a été possible que grâce à l'action des États-Unis qui soutenaient auparavant Edouard Chevardnarze. Ce changement de position s'explique par l'émergence de nouveaux dirigeants pro-occidentaux dans l'opposition, la crainte d'une prise de contrôle de l'économie géorgienne en faillite par la Russie et surtout parce que seul un gouvernement démocratique pouvait apaiser les craintes environnementalistes entourant la construction d'un pipeline en Géorgie. Il ne faut cependant pas exagérer l'apport financier du pipeline. Si la « révolution des roses » maintient ses acquis, il faut une croissance économique qui ne pourra revenir que grâce au rétablissement des relations commerciales avec les régions sécessionnistes où se trouvent les principales routes vers la Russie et la Turquie.

La Russie a, dans ce domaine, un rôle important à jouer. Elle avait proposé à Edouard Chevardnarze de l'aider à se maintenir au pouvoir pour conserver des bases militaires en Géorgie et notamment dans les régions sécessionnistes. Il ne pourra donc pas y avoir de règlement des conflits en Géorgie sans accord avec les Russes. Certains à Washington, dont Donald Rumsfeld, veulent exclure la Russie de Géorgie, mais, vu sa proximité avec la Tchétchénie, ce n'est pas possible.

Ayad Allawi



Ayad Allawi est membre du Comité présidentiel du Conseil de gouvernement irakien et coordinateur du Comité suprême de la sécurité. Il est fondateur du mouvement Iraqi National Accord

« En quête de justice, pas de vengeance »

Source : Washington Post

Référence : « In Search of Justice, Not Vengeance », par Ayad Allawi, *Washington Post*, le 28 décembre 2003.

Cette tribune a également été publiée par *The Age*, le 3 janvier sous le titre « Iraq's difficult path to reconciliation ».

Avec l'arrestation de Saddam Hussein, un chapitre brutal de l'histoire de notre pays s'achève tandis qu'un chapitre d'espoir et de paix s'ouvre. Le jugement d'Hussein en Irak sera un test pour le droit en Irak et cela forcera les Irakiens à réfléchir à notre passé afin d'aboutir à la réconciliation et à la justice.

Nous allons punir les criminels, mais nous voulons la justice, pas la vengeance. Nous allons mener des procès transparents et dans le même temps nous allons redéfinir la déba'asification qui a été, jusqu'ici, menée sans distinction et a touché trop d'Irakiens qui n'avaient adhéré au parti Ba'as que pour trouver un emploi. Cette politique de déba'asification sans distinction porte un coup aux intérêts des Irakiens et peut faire naître une culture de corruption et de fausse accusation en Irak. Notre pays a besoin d'un système judiciaire qui punisse les coupables et protège les innocents.

La vengeance ou la déba'asification menées sans discernement ont déjà entraîné la perte de fonctionnaires honnêtes, de 400 000 militaires qui étaient pour beaucoup des patriotes et de nombreux enseignants alors que ceux ci étaient obligés de prendre leur carte du parti pour travailler. Nous devons établir des mécanismes juridiques clairs et faire la distinction entre criminels et Irakiens innocents si nous voulons reconstruire notre pays bien aimé.

Scott Ritter

Scott Ritter a été inspecteur en désarmement en Irak de 1991 à 1998 et chef de l'équipe de recherche sur les caches d'armes. Il s'est opposé à la guerre en Irak. Il est l'auteur de *Frontier Justice : Weapons of Mass Destruction and the Bushwhacking of America..*

« La recherche des ADM irakiennes est devenue une farce. Mais ça ne me fait pas rire »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The search for Iraqi WMD has become a public joke. But I, for one, am not laughing », par Scott Ritter, *The Independent*, le 4 janvier 2004.

Dans son discours sur l'état de l'Union de l'année dernière, le président George W. Bush a affirmé que l'Irak détenait des armes de destruction massive et un programme nucléaire. Puis, le 20 mars, il a ordonné aux forces états-uniennes et britanniques d'attaquer l'Irak. En décembre, Saddam Hussein a été arrêté et

certaines prétendent qu'il aurait dit que Bush avait inventé la question des armes de destruction massive pour justifier l'invasion, une affirmation qui est de plus en plus crédible. **Tony Blair** a été politiquement embarrassé par cette affaire et la recherche des armes de destruction massive est devenu une farce.

Toutefois, les distorsions de la vérité faites par le président Bush et par le Premier ministre Blair ne sont pas des plaisanteries, mais des assauts menés contre les principes des sociétés démocratiques qu'ils sont censés servir. Le peuple américain attend toujours une enquête du Congrès qui ne serait pas partisane et si les Britanniques peuvent s'enorgueillir de leur démocratie grâce à l'enquête menée par la **Commission Hutton**, celle-ci est passé totalement à côté de la question de la politisation systématique du système de renseignement britannique.

Au-delà des frontières des États-Unis et du Royaume-Uni, cette affaire est également grave pour le système de droit international et l'ONU qui ont empêché le monde de s'autodétruire au siècle dernier. Certes, la Corée du Nord et l'Iran ont ouvert leur programme nucléaire et la Libye a abandonné son programme d'armes de destruction massive, mais ces décisions ne sont rien comparées aux mesures prises par l'Afrique du Sud et les anciennes républiques soviétiques sous l'égide de l'ONU. Les actions de désarmements récents sont aussi illusoire que les stocks d'armes de Saddam Hussein.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Benjamin Netanyahu renonce à la rotation au poste de Premier ministre avec Ariel Sharon

Référence : « Netanyahu wants deal to share power with Sharon dropped », par Yossi Verter, *Ha'aretz*, 4 janvier 2004.

Le ministre des Finances israélien, Benjamin Netanyahu, a demandé que la proposition de partage du pouvoir avec le Premier ministre, Ariel Sharon, soit retirée de l'ordre du jour de la conférence du Likoud qui doit se tenir lundi 5 janvier 2004.

Cette proposition figurait sur un livret recensant les questions à débattre qui a été distribué la semaine passée à trois mille Likoudnik. Le principe consistait en un échange de postes entre Benjamin Netanyahu et Ariel Sharon, deux ans après l'élection de la 16e Knesset. Au terme de ces deux ans, Benjamin Netanyahu deviendrait Premier ministre, tandis que Ariel Sharon reprendrait la tête du Likoud et obtiendrait un des principaux porte-feuilles ministériels. Plusieurs membres du Likoud ont fait part de leur consternation devant le fait que cette idée de rotation du pouvoir ait été maintenue jusqu'ici sur l'ordre du jour du parti.

Ce maintien, qui serait dû à une absence de relecture des textes proposés, est présenté par *Ha'aretz* comme purement accidentel.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

La venue de James Baker au Proche-Orient irrite la diplomatie israélienne

Référence : « Israel unconcerned by possible Baker visit », par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 4 janvier 2004.

L'annonce par le président états-unien, George W. Bush, de la prochaine venue dans la région de son émissaire personnel, James Baker, a suscité des réactions hostiles et condescendantes de la part de diplomates israéliens cités anonymement par le *Jerusalem Post*.

Selon le quotidien israélien, ces diplomates minimisent l'importance de cette annonce en indiquant que James Baker n'est pas un nouvel émissaire chargé du Proche-Orient. L'ancien secrétaire d'État de George Bush père n'est pas bien perçu en Israël, où résonnent encore ses propos, tenus en 1990 à l'intention d'Israël : « *Quand vous voudrez sérieusement la paix, appelez-nous* », avant de donner le numéro de téléphone de la Maison-Blanche.

Actuellement, James Baker est l'émissaire spécial états-unien chargé de négocier la réduction de la dette irakienne. Il était récemment en visite en Chine et au Japon pour évoquer ce dossier avec les responsables des deux pays. Son argument principal est que la réduction de la dette irakienne doit permettre au pays d'accéder encore plus rapidement à la démocratie.

Sa venue au Proche-Orient, annoncée par George W. Bush sans que sa date en soit précisée, rentre tout à fait dans cette mission, puisque l'Irak doit d'énormes sommes d'argent à plusieurs pays de la région.

D'après un officiel israélien anonyme, cité par le *Jerusalem Post*, James Baker « *est sensé aller partout dans le monde afin de convaincre les pays de soutenir le président. [Il doit aussi] maintenir la politique générale, s'assurer qu'il n'y aura pas de surprises, que rien ne viendra gêner la barque du Président alors que celui-ci est dans une année d'élection* ». D'après lui, James Baker devrait donc également venir en Israël au cours de sa tournée, mais cette visite peut simplement être comparée à l'envoi par le Premier ministre, Ariel Sharon, d'un émissaire personnel à Washington pour « *prendre la température* » à Capitol Hill. Il ne s'agit en aucun cas d'un remplacement de l'émissaire spécial de Bush au Proche-Orient, John Wolf.

Syria Times



Le président syrien évoque l'actualité du Proche-Orient avec le ministre des Affaires étrangères iranien

Référence : « President confers with Kharrazi on situation, coordination between two countries », *Syria Times*, 4 janvier 2004

Le président syrien, Bashar al-Assad, a reçu, dimanche 3 janvier 2004, la visite du ministre des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharazzi, à la tête d'une délégation.

La discussion entre les deux hommes a concerné les récents développements de la situation régionale, notamment en Irak et en territoire palestinien, ainsi que la récente initiative syrienne proposant de faire du Proche-Orient une région libre de toute arme de destruction massive (ADM). La Syrie et l'Iran souhaitent renforcer leur coopération dans ces deux dossiers.

Plus tard dans la journée, Kamal Kharazzi a vanté les mérites du projet de résolution syrien sur la fin des ADM au Proche-Orient, et a appelé la communauté internationale à faire pression sur Israël pour que le pays se débarrasse de son arsenal. Il a ajouté que toute nouveauté dans l'actualité régionale affecte l'ensemble du Proche-Orient. Il a ainsi mis en garde contre ce qui se passe actuellement en Irak et dans les territoires occupés, et contre les conséquences directes que cela pourrait avoir sur les populations et les États de la région.

Kamal Kharazzi a ensuite rencontré son homologue syrien, Farouk al-Shara, avec lequel il a évoqué la situation en Palestine et en Irak. Les deux hommes ont exprimé des points de vue identiques sur la situation dangereuse que connaît le Proche-Orient, liée à la politique agressive et provocatrice du gouvernement israélien. Sur le dossier irakien, les deux ministres ont souligné la nécessité d'élaborer un calendrier pour mettre un terme à l'occupation et transférer la souveraineté au peuple irakien, tout en maintenant l'unité et l'intégrité du territoire irakien et en évitant de créer des divisions au sein de la population.

Le ministre des Affaires étrangères syrien a déclaré, concernant l'escalade israélienne à l'encontre de la Syrie, qu'elle n'était pas nouvelle et que la position de fermeté adoptée par Damas ne l'est pas non plus.

De son côté, le ministre iranien a souligné que la Syrie et l'Iran ne suivraient pas l'exemple de la Libye parce que ces deux pays ne possèdent pas d'armes de destruction massive telles que celles qui avaient été données par les États-Unis à l'ancien régime irakien. Kharazzi a également nié qu'un dialogue soit actuellement en cours entre l'Iran et les États-Unis.

Syria Times



Le vice-président syrien met en garde contre toute mesure politique pouvant nuire à l'unité de l'Irak

Référence : « Khaddam stresses Syria's position in support of Iraqi people », *Syria Times*, 4 janvier 2004. « Olmert denies plans to expand settlement on Golan Heights », *Ha'aretz*, 4 janvier 2004.

Le vice-président syrien, Abdul Haleem Khaddam, a reçu, samedi 3 janvier 2004, une délégation représentant l'ensemble des tribus irakiennes, et emmenées par Mohammad Taher.

Au terme de cette rencontre, il a réaffirmé la position syrienne, qui consiste en un soutien au peuple frère irakien sur la voie de la libération, de l'indépendance et de la pleine souveraineté, en soulignant l'importance de maintenir l'unité nationale.

Selon lui, les Irakiens doivent avoir le droit à l'auto-détermination, le droit de construire leur propre État et leur propre futur, ainsi que de mener les affaires intérieures après des élections organisées en concertation avec l'ONU. Le vice-président syrien a mis en garde contre toute erreur dans le processus d'unification nationale qui pourrait avoir un impact sérieux sur l'ensemble de la population irakienne.

Ainsi, interrogé sur l'hypothèse de l'établissement d'une fédération en Irak, Abdul Haleem Khaddam a indiqué que tout ce qui concerne les structures légales, politiques et constitutionnelles de l'Irak doit être décidé aux termes d'élections libres. Personne ne peut prendre de décisions sans que le peuple irakien n'ait décidé, a-t-il conclu.

Concernant les coordinations entre la Syrie, la Turquie et l'Iran dans le dossier irakien, le vice-président syrien a simplement déclaré : « *Tous les pays arabes ainsi que l'Iran et la Turquie sont concernés par la situation en Irak et appellent à la fin de l'occupation, à la libération du pays et au transfert du pouvoir au peuple irakien* ».

Enfin, il a stigmatisé les intentions israéliennes de développer de nouvelles colonies dans le plateau du Golan. Selon lui, « *de telles mesures et d'autres qui sont prises dans les territoires occupés palestiniens confirment qu'Israël persiste à s'opposer à la paix et à réaliser le projet expansionniste sioniste qui s'oppose fondamentalement à toute la nation arabe et à son avenir* ».

Le vice-Premier ministre israélien, Ehud Olmert, a cependant démenti, vendredi 2 janvier, les propos du ministre de l'Agriculture, Yisrael Katz, qui avait déclaré que le gouvernement avait donné son accord à une extension des colonies dans le Golan. Les États-Unis avaient immédiatement demandé des explications à Israël, qui a simplement répondu que les propos du ministre ne reflétaient pas la position officielle du gouvernement. Ehud Olmert, qui s'exprimait dans l'émission « Hardtalk » de la BBC, a démenti que cet épisode ait suscité le chaos au sein du gouvernement. Deux parlementaires du Meretz, Yossi Sarid et Ran Cohen, ont cependant demandé à Ariel Sharon de renvoyer son ministre.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

Les relations diplomatiques entre l'Iran et les États-Unis se décrispent

Référence : « Iran rejects `linking humanitarian aid to political ties` », IRNA, 3 janvier 2004. « Iran rejects US humanitarian mission », AFP, 4 janvier 2004. « Washington`s policy change towards Iran may lead to breaking ice », IRNA, 4 janvier 2004.

Le ministre des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharazzi, a déclaré, samedi 3 janvier 2004, à Damas, que l'aide humanitaire offerte par les États-Unis, après le dramatique tremblement de terre qui a fait 50 000 morts en Iran, n'avait rien à voir avec le renouvellement de liens diplomatiques. Selon lui, « *les questions politiques doivent être examinées et résolues en tant que telles, et il existe des conditions* ».

Les États-Unis, qui n'entretiennent plus de relations diplomatiques officielles avec Téhéran depuis 1980, ont en effet proposé, vendredi 2 janvier, d'envoyer une mission humanitaire emmenée par la Sénatrice Elizabeth Dole et comprenant un membre de la famille du président George W. Bush. Une équipe de 80 sauveteurs états-uniens est déjà sur le site de la catastrophe, avec l'accord des autorités iraniennes.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hamid-Reza Asefi a déclaré, vendredi 2, que « *le fait d'offrir une aide aux survivants du tremblement de terre doit se poursuivre sans se transformer en une question politique, car il s'agit d'une question humanitaire* ».

La proposition états-unienne a donc été rejetée, samedi, d'après des sources officielles iraniennes anonymes citées par l'AFP. Le ministre du Renseignement, Ali Yunessi, a déclaré pour sa part qu'« *il ne peut y avoir en aucune manière une mission politique états-unienne en Iran* ». Selon lui, une telle mission ne peut se rendre dans le pays que si Washington accepte de reconnaître le régime de Téhéran.

Les relations irano-états-uniennes semblent néanmoins s'orienter vers un réchauffement certain. Ainsi, Hamid-Reza Asefi a déclaré, dimanche 4 janvier, que l'inflexion de politique de Washington envers Téhéran pourrait permettre de briser la glace qui gèle les relations diplomatiques entre les deux pays. Le porte-parole iranien a indiqué que le rejet iranien concernant la venue d'une délégation états-unienne était liée au fait que la période n'était pas encore mûre pour une telle démarche. Selon lui, les États-Unis devraient auparavant « *prendre des mesures concrètes pour marquer un changement tangible dans leur politique et créer une atmosphère différente* ».

Des sources issues du milieu politique iranien, citées par l'IRNA, ont indiqué que l'une de ces mesures pourrait être la fin du gel de 12 milliards de dollars d'avoirs iraniens déposés dans des banques états-uniennes.



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Selon les services de renseignement militaires israéliens, la Syrie persiste à soutenir le terrorisme, mais souhaite relancer le dialogue avec Israël

Référence : « MI : Assad serious about talks, but Syria still backing terror », par Gideon Alon, *Ha'aretz*, 4 janvier 2004.

Le chef des services de renseignement militaires israéliens, le major-général Aharon Ze'evi, a déclaré au gouvernement israélien, dimanche 4 janvier 2004, que le président syrien Bashar al-Assad était « *plus sérieux que jamais* » quand il a déclaré récemment qu'il était disposé à reprendre les négociations avec Israël.

Selon lui, le président syrien est sérieux lorsqu'il parle d'utiliser les occasions nées de la victoire états-unienne en Irak et de l'impasse des négociations entre Israël et l'Autorité palestinienne.

Le responsable israélien a cependant ajouté que la Syrie continuait de soutenir le Hezbollah et des groupes terroristes palestiniens, notamment le Tanzim, malgré les récentes déclarations de Bashar al-Assad. Ce soutien se manifeste par une aide à la fois financière et logistique.

France



Déclaration de Nicolas Sarkozy aux côtés de cheik Mohamed Sayed Tantawi

Si le grand Imam Mohamed Tantawi me le permet, je voudrais, à la suite de sa déclaration, faire deux remarques. D'abord je suis heureux de pouvoir m'entretenir avec Son Excellence le Dr Mohamed Tantawi qui dirige cette prestigieuse institution d'Al Azhar. J'ai beaucoup de respect pour la personne et pour le rôle que joue le grand Imam d'Al Azhar, ainsi que pour la sagesse dont il a toujours su faire preuve. Le dialogue entre les cultures et entre les religions est nécessaire. Je voudrais qu'il n'y ait pas d'ambiguïté entre nous. Nombre de nos compatriotes français sont musulmans. L'Islam de France est devenu, avec le temps, l'une des grandes religions pratiquées en France et je voudrais dire au grand Imam que pas une seule nation européenne n'a fait autant que la France pour garantir les libertés de pratique religieuse des musulmans de France.

Cela s'est traduit, au mois d'avril dernier, par la création du Conseil français du culte musulman. Ainsi, les musulmans de France, comme les catholiques de France, comme les protestants de France, comme les juifs de France, sont représentés par une institution, prennent la parole et se voient reconnaître les mêmes droits que les autres religions.

Oui, je l'affirme, les musulmans pratiquants de France ont les mêmes droits que les pratiquants et les fidèles de toutes les autres religions pratiquées en France. La France donne l'exemple du respect et de la considération pour une minorité religieuse. J'aimerais être certain que partout dans le monde toutes les minorités religieuses ont autant de droit que les musulmans de France en ont depuis que le Conseil français du culte musulman a été installé. Le président de la République l'a dit : "L'Islam est une religion de France et les musulmans de France doivent pouvoir prier et pratiquer comme toutes les autres religions".

Mais, amis de cette prestigieuse institution d'Al Azhar, il n'y a pas de droits sans devoirs. Si les musulmans de France ont les mêmes droits que les autres fidèles, ils ont les mêmes devoirs.

Nous sommes attachés en France à la laïcité. La laïcité, c'est la neutralité de l'enseignement public pour tout le monde. Il ne s'agit pas de désigner spécialement les musulmans. La laïcité s'applique aux catholiques, aux juifs, à tous les pratiquants. A l'école publique française on ne porte pas de signes

ostensibles d'appartenance à une religion. Il ne faut pas y voir une humiliation à l'égard de qui que ce soit. Il ne faut pas y voir un manque de respect pour votre religion. Il faut que vous compreniez que la laïcité c'est notre tradition, c'est notre choix.

Et je veux remercier le grand Imam d'Al Azhar d'avoir indiqué que dans un pays laïc et non musulman, le devoir de chacun c'est de respecter la loi de ce pays. Et il peut être assuré que la contrepartie du respect de la loi du pays c'est la garantie pour les musulmans pratiquants de France qu'ils auront les mêmes droits que les autres.